

<p style="text-align: center;">PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT INTERCOMMUNAL DE POLE AZUR PROVENCE</p>
--

Intervention de **Patrice CATTART**,
Conseiller municipal - Groupe "Grasse à Tous"

Le bilan du PLH précédent (2002-2007) met en évidence des constats qui doivent être mieux pris en compte pour les projets de ce nouveau programme : la forte hausse du prix du neuf ne permet plus à la plupart des actifs locaux d'acquiescer un logement et 50% de l'offre neuve est donc destinée à une clientèle très aisée, qui ne représente que 13% des ménages fiscaux locaux.

Malheureusement, c'est plus du quart de nos concitoyens qui se trouvent aujourd'hui dans des situations sociales extrêmement délicates et précaires, avec de tout petits revenus absorbés essentiellement par le montant des loyers pour leur logement et les charges afférentes. Ils devraient logiquement nécessiter de logement très social ... mais moins de 10% des résidences relèvent du social, et à peine 5% de très social. Et le contexte économique actuel, avec un taux de chômage qui remonte en flèche, va aggraver plus encore et aussi augmenter cette paupérisation.

Aujourd'hui, dans ce contexte économique, l'acquisition d'un logement en accession « sociale » à prix modéré relève de plus en plus de l'illusion pour certaines catégories aux revenus modestes, d'autant plus que les charges liées à une telle acquisition peuvent se révéler très lourdes, et engendrer des situations sociales et humaines tout aussi lourdes.

Par conséquent, il paraît donc urgent de se fixer des objectifs plus en adéquation avec les besoins actuels (nombreux dossiers sont en attente) et futurs (proche) des grassois que ce qui est indiqué dans ce nouveau PLH 2009-2014, et donc de mettre un sérieux coup d'accélérateur pour une production plus conséquente de logements locatifs HLM que les 76 logements prévus chaque année, avec surtout plus de PLAI que les 23 logements par an, tout en conservant cette volonté de favoriser la mixité sociale par une répartition diversifiée et équilibrée de l'offre de logements dans les communes et les quartiers.

Il nous faut affirmer une réelle volonté politique de donner priorité à ces choix des programmes publics sociaux, et de contrer les opérations immobilières purement spéculatives qui mettent en crise le marché, et surtout n'apportent rien de bon au plus grand nombre des grassois.